

L'opposition groupée autour du camarade Trotsky représente, à notre sens, dans la lutte des classes qui se déroule en U.R.S.S. les intérêts du prolétariat. Que cette opposition soit susceptible de commettre des erreurs, il n'en reste pas moins vrai que, dans l'ensemble, elle défend la politique de la classe ouvrière, et qu'ainsi elle représente l'avenir de la Révolution. C'est dire combien nous sommes loin de Souvarine qui rejette les camarades de l'opposition russe dans le néant (« leur temps est accompli ») : pour nous, sans nous attarder aux divergences secondaires, nous prenons l'opposition de notre camarade Trotsky comme un bloc et nous affirmons avec elle une solidarité sans réserve. Faire intervenir à ce propos les « instructions de Moscou », c'est reprendre la vieille antienne de la bourgeoisie contre les révolutionnaires qui ont accepté la Révolution russe des premières années comme un bloc, en dépit des erreurs de détail inévitables.

Souvarine estime quant à lui le moment propice pour exercer son aigreur sur Trotsky. Il accuse l'opposition russe de « dégénérescence » et de « démagogie » ; il cherche à accrédi-ter la version selon laquelle cette opposition « commet la faute capitale de verser dans l'utopie d'une sorte de supplément de révolution, alors que toutes les données du problème confirment, en les accentuant, les données de la Nep ».

Quelle est cette accusation ? C'est l'accusation de Staline, c'est la légende mensongère inspirée par la bureaucratie. Nos ca-

marades en ont fait justice dans leur plate-forme : « Lorsque nous attirons l'attention de notre Parti sur le fait que la position du capital privé se renforce, sur la croissance démesurée de son accumulation et de son influence dans le pays, alors le groupe Staline nous accuse d'intervenir, paraît-il, contre la Nep et d'exiger le retour au communisme de guerre ».

Souvarine veut ignorer le stalinisme qu'il n'a « pu encore découvrir » (malgré qu'il ait été caractérisé en termes fort clairs, par Trotsky en particulier), mais il reprend à son compte les calomnies de Staline contre l'opposition, il affuble d'un blanquisme dérisoire celui qu'il appelait autrefois « le continuateur authentique de l'œuvre de Marx et de Lénine ».

Que ce soit là le fait d'un dépit trop certain, que Souvarine qui se donnait des airs d'officieux, ne puisse supporter d'être désavoué (si modérée qu'ait été la forme du désaveu), peu importe l'explication. Le mobile auquel il a obéi ne nous intéresse pas.

Ce qui importe, c'est que, dans la mesure de ses moyens, et pour des fins que lui seul connaît, il répand le désarroi, et, qu'il le veuille ou non, il sert les desseins de Staline.

Quoi qu'il en soit, en dépit des mauvaises volontés ou des volontés trop personnelles, l'opposition, d'étape en étape, resserrera sa cohésion, précisera sa doctrine, et réalisera l'unité réelle qui lui permettra d'accomplir sa mission.

M. P.

Où en est-on ?

Où en est l'opposition française ? Avant d'essayer de répondre à cette question dont on ne contestera pas l'opportunité, rappelons tout d'abord, la position des groupes principaux dont l'ensemble forme l'opposition.

Si en en excepte le groupe de la *Révolution prolétarienne* qui, à part quelques camarades, se consacre plus particulièrement à un travail de redressement syndical, trois autres groupes se prévalent d'une politique d'opposition communiste.

Les camarades de *Contre le Courant* qui, avec un certain nombre de membres du Cercle Marx et Lénine, composaient l'ancienne opposition communiste de 1925, se sont divisés : les uns se rapprochant des syndicalistes de la *Révolution*

prolétarienne ; les autres restant des communistes oppositionnels.

Le Cercle Marx et Lénine, grâce à un savant éclectisme, peut accepter les conceptions les plus disparates. Sa position est incertaine, mais il paraît, d'après ses manifestations les plus récentes, s'engager dans une voie étrangère au Communisme.

Quant au troisième groupe, l'*Unité Léniniste*, ses avances répétées au P. C. le rapprochent de celui-ci. A noter la position différente prise par une partie de ce groupe, avec Troint, position plus ferme. En définitive : division et impuissance. Mais, entendons-nous, le mal n'est pas tellement dans le fait que, constatant des différences trop sensibles, des désaccords de principes trop pro-

fonds, on ne puisse concevoir le travail en commun ; mais bien dans le fait que, étant divisé, on ne peut aboutir à la formation d'une opposition cohérente, décidée à travailler au redressement du Communisme fourvoyé.

Bien des raisons peuvent expliquer la difficulté qu'éprouve l'opposition à remonter le courant : les exclusions du P. C. d'un grand nombre d'oppositionnels, l'habitude désastreuse qu'ont certains de faire de l'opposition pour leur compte personnel, le découragement de ceux qui, commençant à voir clair, se trouvent devant une Opposition morcelée et préfèrent laisser tout tomber. Si on ajoute à cela l'absence de programme clair, accessible à tous, voilà quelques unes parmi les plus importantes.

Et pourtant que faire ? travailler à faire revivre un syndicalisme dépassé — bien plus évocation du passé que formule d'avenir — ou bien se confiner dans un groupe d'intellectuels dont l'ignorance du mouvement ouvrier, la formation purement livresque sont fonctions d'une intransigeance de principes toute verbale ?

Non ! Ce qu'il faut c'est essayer d'arracher aux entrepreneurs de la Bolchevisation les milliers d'ouvriers révolutionnaires qui les suivent, c'est continuer à travailler pour remettre dans la bonne voie, la voie de Lénine, l'I. C. d'après 1924.

On nous dit : « Essayer de redresser l'I. C. c'est espérer faire revivre un cadavre. » Si l'on veut voir ce qui est, et non ce qu'on veut, la réalité oblige de constater que des milliers de prolétaires sont avec l'I. C., dans ses rangs et à ses côtés.

Les dernières élections en France et en Allemagne en sont les preuves évidentes.

Avec les Communistes d'opposition, empri-

sonnés et déportés, nous estimons qu'il faut soutenir et défendre la Révolution Russe toujours debout et que lourdes seraient nos responsabilités si nous l'abandonnions.

Certes il est indéniable, qu'en France comme ailleurs le P. C. est en recul. Ses effectifs sont en baisse, son organisation chancelante, mais faut-il ne pas tenir compte des centaines de milliers d'ouvriers qui sont avec lui et les abandonner tout bonnement ? Non !

Ne perdons pas de vue cette situation — paradoxale — d'un P. C. plus important par ses sympathisants que par son organisation propre.

En définitive nous disons : A l'heure où la Bourgeoisie internationale s'efforce par la rationalisation de pressurer davantage le Prolétariat, où elle trouve pour l'aider la Social-Démocratie aveulissante, force nous est de constater que l'I. C. peut encore beaucoup. Elle pourra beaucoup plus encore si l'opposition, loin de renier son programme, use de tout son pouvoir pour le faire comprendre et accepter par les communistes conscients.

Pour la démocratie dans le Parti. Pour la modification de la structure du Parti en tenant compte des avantages et des inconvénients du système des cellules d'entreprise. Pour lutter contre la bureaucratie envahissante et la dictature de l'Appareil. Pour une politique syndicale tendant à œuvrer pour un mouvement syndical de masses par le rejet de la politique de subordination. Pour la défense de la Révolution russe et de ses meilleurs pionniers emprisonnés et déportés. Il faut agir ! Pour mieux agir, une opération préliminaire s'impose : regrouper les communistes d'opposition exclus ou non du Parti, sur la base du redressement du Communisme. **GOURGET.**

Les "Cinq Points de Bordiga"

Il est souvent question dans les publications de l'Opposition de ce que l'on appelle les « Cinq Points de Bordiga ». Il s'agit de cinq propositions formulées par le camarade Bordiga le 24 novembre 1926 pour préciser sa position à l'égard de la crise du Parti russe et de l'Internationale. Nous croyons utile de placer le texte de ces cinq propositions sous les yeux de nos camarades comme un élément de discussion important.

1° Les positions de la Gauche russe à propos des directives de la politique d'Etat du P. C. R. sont partagées par nous-mêmes. La directive soutenue par la majorité du C. C. est combattue par nous comme un acheminement vers la dégénérescence du P. C. et de la dictature prolétarienne, qui conduit en dehors du programme du marxisme révolutionnaire et du léninisme. Dans le passé, nous n'avons pas combattu la politique d'Etat du P. C. R. tant qu'elle est restée sur le terrain correspondant à deux documents : le discours de Lénine sur

l'impôt en nature et le rapport de Trotsky au IV^e Congrès mondial. Nous acceptons les thèses de Lénine du II^e Congrès ;

2° Les positions de la Gauche russe sur la tactique et la politique du Comintern — à part la question des responsabilités passées de beaucoup de ses membres — sont insuffisantes. Elles ne s'approchent pas de tout ce que nous avons dit depuis le début de l'I. C. sur les rapports entre Partis et masses, entre tactiques et situations, entre Partis Communistes et autres Partis soi-disant ouvriers, et sur l'évaluation de l'alternative de la politique bourgeoise. Elles se rapprochent davantage, mais pas encore complètement, sur la question des méthodes de travail de l'I. C. et sur l'interprétation et le fonctionnement de la discipline intérieure et du fractionnisme. Les positions de Trotsky sont satisfaisantes sur la question de la Révolution d'Octobre 23 en Allemagne, comme est aussi satisfaisante son analyse sur la présente situation mondiale. On ne peut pas en dire autant des rectifications de Zinoviev sur la question du front unique et de l'I. S. R. et sur d'autres points, qui n'ont qu'une valeur occasionnelle et con-